

*Initiatives ministérielles*

La réponse que je cherche ne peut venir que de lui. Jusqu'en 1984, le parti qui est maintenant au pouvoir a consacré toutes les campagnes électorales à supplier les Canadiens de bien vouloir l'élire. Pourtant, chaque fois que nous parlons d'économie, je n'entends pas les membres du gouvernement prendre la parole pour expliquer comment ils ont réglé les problèmes. Ce que je comprends, c'est qu'ils souffrent d'amnésie sélective. La période d'amnésie commence le jour qui a suivi l'élection de 1984 et tout ce à quoi ils peuvent se reporter s'est produit à une époque antérieure. Ces faits se prêtent à beaucoup d'interprétations et ils n'intéressent pas tellement la plupart des Canadiens. Ce qui intéresse les Canadiens, c'est que les conservateurs se sont montrés incapables de traiter les affaires économiques de façon juste, constante et conforme aux propos tenus au cours des campagnes électorales.

Je voudrais que le député me dise quel genre de cours sont donnés au sein du caucus du parti d'en face, pour que ses membres soient affligés d'une telle perte de mémoire sélective et qu'ils ne puissent rien trouver d'autre, pour expliquer les problèmes, que de faire porter la faute sur quelqu'un d'autre.

**M. Richardson:** Monsieur le Président, je ne comprends comment ils font pour se jeter dans la gueule du loup. Je dois reconnaître qu'ils ne craignent pas les coups. Ils vont même au-devant. Ils me parlent de mémoire sélective, mais les Canadiens n'ont pas besoin de fouiller dans leurs souvenirs pour se rappeler la dette que ces libéraux nous ont léguée.

Le déficit annuel est tombé du sommet sans précédent de 38 milliards qu'il a atteint en 1984, la dernière année du gouvernement libéral, à 28 milliards en 1991. En dollars, le déficit a été réduit du quart. Il représentait en 1984 35c. de chaque dollar. Cette proportion est tombée à 19c. Ce n'est pas une affaire de mémoire. Ces faits sont à la portée du public et tout le monde peut les vérifier dans les comptes publics.

Le gouvernement a fait preuve de responsabilité financière. Nous avons dû prendre de dures décisions, limiter des programmes et réduire les dépenses, mais nous remettons le pays d'aplomb. Réussissons-nous? J'ai parlé tout à l'heure du total de 1 604 000 emplois qui ont été créés depuis notre accession au pouvoir, en 1984. De ce nombre, 966 000 étaient destinés à des femmes. Le taux de chômage, qui était de 11,6 p. 100 quand le parti du député était au pouvoir, était de 7,7 p. 100 en février.

• (1820)

Les Canadiens travaillent. Ils sont de nouveau productifs et le gouvernement ne gaspille pas et ne dépense pas plus qu'il ne perçoit. Un de ces jours, les propos de nos critiques vont leur retomber dessus. Le gouvernement viendra à bout de l'endettement que les libéraux ont laissé.

J'aurais encore beaucoup de choses à dire, monsieur le Président. Je serais ravi de répondre à d'autres questions de mes collègues, car c'est amusant de réfuter leurs arguments, de montrer aux Canadiens le gâchis que nous ont laissé nos prédécesseurs et de faire état de nos succès.

Avant de me rasseoir, j'invite ceux qui parlent de démissions de ministres des Finances à examiner les faits dont j'ai parlé aujourd'hui, tant l'héritage du Parti libéral que les progrès remarquables que l'actuel ministre des Finances a accomplis depuis 1984. Ils mériteraient qu'on lui érige une statue sur la colline du Parlement.

**M. René Soetens (Ontario):** Monsieur le Président, je voudrais interroger le député de Calgary-Sud-Est au sujet de ce qui nous a été légué.

Les députés d'opposition ont adressé quantité de reproches à notre ministre des Finances pour ce qu'il a fait, à leurs yeux. Je voudrais demander au député de Calgary-Sud-Est de commenter les faits suivants. À l'époque du dernier gouvernement majoritaire libéral et pour cette année où il a parlé du déficit de 38 milliards, n'est-il pas vrai que ce gouvernement avait prévu un déficit de l'ordre de 33 milliards, mais qu'il s'est trompé d'à peu près six milliards dans ses prévisions?

L'année précédente, pour laquelle il avait prévu un déficit de 28 milliards, le déficit avait en fait atteint 33 milliards. Il s'était trompé considérablement. Si l'on passe en revue les prévisions des cinq ministres des Finances qui se sont succédés pendant ce dernier mandat, ils étaient tous prompts à faire des prévisions, mais se sont tous trompés. Nous formons à notre tour un nouveau gouvernement et nous nous donnons un seul ministre des Finances. Chaque année, il a gardé dans ses prévisions une marge d'erreur inférieure à un milliard de dollars. Auriez-vous des observations à faire à ce sujet?

**M. Richardson:** Monsieur le Président, je pense que vous savez, comme le savent certainement les électeurs d'Edmonton-Nord-Ouest, que ce que le député d'Ontario vient de dire est absolument vrai.

Je voudrais parler de ce que le député d'Ontario vient de dire et de la précision des prévisions des ministres des Finances libéraux qui se sont trompés de 6 milliards par année dans chacune de leurs prévisions. Notre gouverne-